

Décision portant organisation du renouvellement de la représentation des personnels et des usagers au conseil d'institut de l'INSPE - Académie de Bordeaux

Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles L712-4 et suivants, L719-1, L719-2 et D719-1 et suivants ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;

Vu les statuts de l'INSPE de l'académie de Bordeaux ;

Vu l'avis du comité électoral consultatif du 10 octobre 2023

Considérant l'échéance des mandats des représentants des usagers et personnels siégeant au sein du conseil d'Institut de l'INSPE, il y a lieu d'organiser des élections aux fins de renouvellement de la représentation du collège concerné au sein du conseil

Le président de l'Université de Bordeaux

DECIDE

Article 1. Date du scrutin

Les personnels affectés, rattachés ou qui exercent une activité de formation au sein de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation, ainsi que les usagers inscrits au sein de ce même institut, sont convoqués pour l'élection de leurs représentants au sein du Conseil de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation de l'académie de Bordeaux. Le scrutin se déroulera par vote électronique :

du mardi 05 décembre 2023 à 9h00 au jeudi 07 décembre 2023 à 17h

Article 2. Composition des collèges électoraux

Les électeurs convoqués pour le scrutin, répartis par collèges électoraux, sont les suivants :

Collège A, comprenant les professeurs des universités et personnels assimilés qui participent aux activités de l'institut pour une durée équivalente à au moins quarante-huit heures de leurs obligations de service annuelles de travaux dirigés ;

Collège B, comprenant les Maîtres de conférences et personnels assimilés qui participent aux activités de l'institut pour une durée équivalente à au moins quarante-huit heures de leurs obligations de service annuelles de travaux dirigés ;

Collège C, comprenant les Autres Enseignants et Formateurs relevant d'un établissement d'enseignement supérieur qui participent aux activités de l'institut pour une durée équivalente à au moins quarante-huit (48) heures de leur obligation annuelle d'enseignement ;

Collège D, comprenant les Personnels relevant du Ministre chargé de l'Education Nationale et exerçant leurs fonctions dans les écoles, établissements ou services relevant de ce ministre, qui participent aux activités de l'institut mentionnées à l'article L721-2 pour au moins un quart de leurs obligations de service de référence ;

Collège E, comprenant les Personnels autres qu'enseignants qui participent aux activités de l'institut mentionnées à l'article L721-2 pour au moins un quart de leurs obligations de service de référence (BIATSS) ;

Collège F, comprenant les Etudiants, fonctionnaires stagiaires, personnels enseignants et d'éducation bénéficiant d'actions de formation continue et les personnes bénéficiant d'actions de formation aux métiers de la formation et de l'éducation régulièrement inscrits à l'INSPE de l'académie de Bordeaux

Article 3. Répartition des sièges à pourvoir

Le renouvellement du **conseil d'institut** porte sur :

- **Collège A** - renouvellement complet - **2 représentants** ;
- **Collège B** - renouvellement complet - **2 représentants** ;
- **Collège C** - renouvellement complet - **2 représentants** ;
- **Collège D** - renouvellement complet - **2 représentants** ;
- **Collège E** - renouvellement complet - **2 représentants** ;
- **Collège F** - renouvellement complet - **6 représentants** ;

Pour chaque représentant des usagers (collège F), un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire.

Article 4. Mandats

Collège A, B, C, D et E : les nouveaux élus siégeront pour la durée du mandat soit 5 ans.

Collège F : les nouveaux élus siégeront pour la durée du mandat, soit 2 ans.

Article 5. Mode de scrutin

Les membres du conseil sont élus au scrutin de liste, sans panachage, à un tour à la représentation proportionnelle, avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste.

Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Article 6. Conditions d'exercice du droit du suffrage – listes électorales

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure sur une liste électorale.

Nul ne peut disposer de plus d'un suffrage.

Nul ne peut être électeur ni éligible dans le collège des étudiants s'il appartient à un autre collège de l'établissement.

Les listes électorales, seront affichées au plus tard **le mercredi 15 novembre 2023** conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux mentionné à l'annexe 4 des statuts de l'établissement. Elles seront également consultables sur le site internet de l'université, **à compter du mercredi 15 novembre 2023**, par un accès authentifié (identifiant et mot de passe d'accès à l'ENT), à l'adresse suivante :

<https://ent.u-bordeaux.fr/uPortal/f/welcome/normal/render.uP>

Article 6-1. Sont inscrits d'office sur les listes électorales :

- a) Les enseignants–chercheurs et personnels assimilés participant aux activités de l'institut mentionnées à l'article L721-2 pour une durée équivalente à au moins quarante-huit (48) heures de leurs obligations de service annuelles de travaux dirigés :
 - Collège A : Professeur des Universités et assimilés
 - Collège B : Autres enseignants-chercheurs (MCF) et assimilés

- b) Les autres enseignants et formateurs participant aux activités de l'institut mentionnés à l'article D721-1 pour une durée équivalente à au moins quarante-huit heures de leurs obligations de service annuelles de travaux dirigés :
 - Collège C : Autres enseignants et formateurs relevant d'un établissement d'enseignement supérieur
- c) Les personnels participant aux activités de l'école mentionnées à l'article L721-2 pour au moins un quart de leurs obligations de service de référence :
 - Collège D : Personnels relevant du ministre chargé de l'éducation nationale et exerçant leurs fonctions dans les écoles, établissement ou services relevant de ce ministre
 - Collège E : autres personnels (BIATSS)
- d) Les usagers dans les conditions fixées par l'article D719-14 :
 - Collège F : Les étudiants, fonctionnaires stagiaires, personnels enseignants et d'éducation bénéficiant d'actions de formation continue et les personnes bénéficiant d'actions de formation aux métiers de la formation et de l'éducation régulièrement inscrits à l'INSPE de l'académie de Bordeaux.

Article 6-2. Peuvent être inscrits sur les listes électorales, sous réserve d'en faire la demande :

Les enseignants, enseignants-chercheurs et personnels assimilés ainsi que les autres enseignants non enseignants-chercheurs qui ne remplissent pas les conditions prévues au 1er alinéa de l'article 6.1, mais qui exercent des fonctions à la date du scrutin dans l'établissement, sont électeurs sous réserve qu'ils effectuent au sein de l'école en nombre d'heures d'enseignement d'une durée équivalente à au moins quarante-huit (48) heures de leurs obligations de service annuelle de TD.

Les demandes devront être reçues au plus tard cinq (5) jours francs avant la date du scrutin, soit **le jeudi 30 novembre 2023**.

Les demandes seront adressées à M. le président de l'Université, formulées par courrier électronique et envoyées à l'adresse électronique indiquée dans le tableau à l'article 8-1 de la présente décision.

Elles préciseront : les noms, prénoms, diplômes et composante de formation d'inscription pour les étudiants ou site d'affectation pour les personnels

Article 7. Demandes d'inscription sur les listes et de rectification

Toute personne remplissant les conditions pour être électeur (personnes mentionnées à l'article 6-1), et dont le nom ne figure pas sur la liste électorale, peut demander au président de l'université de faire procéder à son inscription, au plus tard cinq (5) jours francs avant la date du scrutin, soit **le jeudi 30 novembre 2023**. Les usagers peuvent également demander de faire procéder à leur inscription sur la liste électorale jusqu'au jour du scrutin.

Toute personne dont la participation au scrutin est soumise à l'obligation de faire une demande d'inscription sur la liste électorale (personnes mentionnées à l'article 6-2) qui en a fait la demande dans les délais prescrits et dont le nom ne figure pas sur la liste électorale, peut demander au président de l'université de faire procéder à son inscription, au plus tard cinq (5) jours francs avant la date du scrutin, soit **le jeudi 30 novembre 2023**. Les usagers peuvent également demander de faire procéder à leur inscription sur la liste électorale jusqu'au jour du scrutin.

En l'absence de demande effectuée au plus tard le jour du scrutin, elle ne peut plus contester son absence d'inscription sur la liste électorale.

Les demandes seront adressées, par mail, à l'adresse électronique indiquée dans le tableau à l'article 8 de la présente décision.

Pour procéder à cette inscription, il conviendra d'utiliser son adresse e-mail institutionnelle.

Article 8. Dépôt des listes de candidats

Sont éligibles tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales.

Le dépôt des candidatures est obligatoire.

Il sera ouvert **du mercredi 15 novembre 2023 à 9h30 au vendredi 24 novembre 2023, 12h00.**

Les listes de candidats devront parvenir,

- par **lettre recommandée avec accusé de réception** (le cachet de la poste faisant foi)

ou

- être déposées au bureau 02 ou 119 sur rendez-vous.

	Adresse et lieu de dépôt	Horaires	Adresse électronique
Service affaires générales, finances et communication de l'INSPÉ	INSPÉ de l'académie de Bordeaux 160 avenue de Verdun BP 90152 33705 Mérignac Cedex Bureau 02 ou bureau 119	Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h00 et de 14h à 16h00	vie.institutionnelle.inspe @u-bordeaux.fr

Aucune candidature ne sera recevable au-delà de cette limite. Une candidature déposée ne pourra plus être retirée ou modifiée après la clôture du dépôt des candidatures.

Un accusé de réception sera remis lors du dépôt de la liste. **Cet accusé ne préjuge pas de la recevabilité de la candidature**, mais atteste que la liste a été déposée en temps utile, accompagnée des documents nécessaires.

Les listes doivent être accompagnées de l'original de la **déclaration individuelle de candidature** (le formulaire sera téléchargeable sur le site internet de l'université à l'adresse figurant à l'article 6) **signée** par chaque candidat, mentionnant son rang de classement sur la liste et une **photocopie d'une pièce d'identité pour les personnels et pour les usagers de leur carte d'étudiant ou à défaut un certificat de scolarité**.

Les listes candidates peuvent préciser leur appartenance ou le soutien dont ils bénéficient sur leurs déclarations de candidature et sur leurs programmes. Les mêmes précisions figurent sur les bulletins de vote.

Article 8-1. Composition des listes

Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué, **qui est également candidat**, afin de représenter la liste au sein du comité électoral consultatif.

Les listes peuvent être incomplètes. Les candidats sont rangés par ordre préférentiel.

Les listes sont composées alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Pour les collèges A, B, C, D et E : 1 au minimum et 2 au maximum.

Pour le collège F, chaque liste comprend un nombre de candidats au moins égal au nombre de sièges de titulaires à pourvoir et au maximum égal au double du nombre des sièges de membres titulaires à pourvoir.

Article 8-2. Recevabilité des listes

Après vérification de la recevabilité des listes, le président de l'université informe chaque liste de la suite donnée aux candidatures par le biais de son délégué dont le nom figure sur les listes de candidatures déposées.

S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, le président de l'université réunit pour avis le comité électoral consultatif, au plus tard le **lundi 27 novembre 2023**. Le cas échéant, le président de l'université demande qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible dans un délai de deux jours francs à compter de l'information du délégué de liste dont le nom est indiqué sur les listes de candidatures déposées.

A l'expiration du délai de dépôt, l'arrêté portant recevabilité des listes candidates et leurs professions de foi sont immédiatement affichées, soit le **jeudi 30 novembre 2023**. Si des cas d'inéligibilité sont constatés, les listes de candidatures et leurs professions de foi sont affichées, conformément aux dispositions figurant à l'annexe 4 des statuts de l'université de Bordeaux, à l'expiration du délai de rectification, soit **jeudi 30 novembre 2023** après la réunion du comité électoral consultatif.

Article 8-3. Professions de foi

Les listes candidates qui le souhaitent transmettront leur profession de foi sous la forme d'un document PDF de deux pages maximum (un recto et un verso) de format A4 (4Mo au maximum), par courrier ou par courriel conformément aux dispositions de l'article 8 de la présente décision, **avant le vendredi 24 novembre 2023 à 12h00**.

Article 8-4. Mise en ligne des candidatures et professions de foi

Les candidatures et professions de foi seront mises en ligne sur le site internet de l'université, pour toute liste déposée et recevable conformément aux dates mentionnées à l'article 8-2 de la présente décision.

Article 9. Proclamation de vote et vote par correspondance

Le vote par correspondance est exclu.

Les procurations de vote sont exclues.

Article 10. Kiosques informatiques

Les électeurs pourront voter à distance sur un poste informatique, une tablette ou un téléphone personnel relié à internet, sans qu'il soit besoin de procéder au téléchargement d'une quelconque application, autre que celle nécessaire à l'installation d'un navigateur web internet.

Des **postes informatiques exclusivement dédiés au scrutin** seront mis à disposition des électeurs dans des conditions respectant l'anonymat, la confidentialité et le secret, dans des salles aménagées à cet effet au sein des différents campus de l'établissement.

Une note d'information dressant la liste des bureaux de vote sera diffusée à l'ensemble des électeurs via leur adresse institutionnelle et également consultable sur le site internet de l'université, à l'adresse suivante :

<https://www.u-bordeaux.fr/Universite/L-universite-de-Bordeaux/Elections/Elections-dans-les-colleges-de-formation>

Ces postes informatiques seront mis à disposition chaque journée de scrutin sur une plage horaire de 9h à 12h et de 14h à 16h.

Article 11. Organisation des scrutins

Article 11-1. Recours au vote électronique

Les élections sont organisées sous forme de vote électronique par internet. Le vote électronique constitue la **modalité exclusive d'expression des suffrages**. Les opérations de vote dématérialisées se déroulent sur le lieu de travail ou à distance. Le vote par correspondance n'est pas autorisé.

Article 11-2. Bureau de vote électronique

Il est instauré un bureau de vote électronique (BVE) au titre des élections du conseil de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation.

Ce bureau de vote électronique est composé d'un **président** et d'un **secrétaire** nommés par le Président de l'université parmi les personnels de l'université et des délégués des listes déclarées recevables. Sont désignés membres du bureau de vote électronique :

La composition des bureaux de vote électronique sera fixée par arrêté du président de l'université de Bordeaux ultérieurement.

La **composition des bureaux de vote électronique** sera mise en ligne sur le site internet de l'université et sur la plateforme de vote électronique dès que la décision portant recevabilité des listes de candidats sera publiée.

La composition du **bureau de vote électronique centralisateur** (BVEC) pour l'ensemble des élections sera fixée par arrêté du président de l'université de Bordeaux ultérieurement. Le BVEC exerce seul les compétences prévues par le décret n° 2011-595, à savoir :

- ◆ la réception et la conservation des clés de chiffrement et des mots de passe protégeant les clés de chiffrement avant les opérations de vote,
- ◆ la possibilité de prendre des mesures de sauvegarde pendant les opérations de vote.

Conformément à l'article 11 du décret n° 2011-595, les modalités d'établissement et de répartition des **clés de chiffrement** respectent les conditions suivantes :

- ◆ Au moins deux tiers des clés éditées sont attribuées aux délégués de liste et au moins une clé est attribuée au président du bureau de vote. La remise des clefs se déroulera le jour du scellement du système de vote, soit le lundi 4 décembre 2023 à 17h30. Cette séance au cours de laquelle il est procédé à l'établissement et à la répartition des clefs de chiffrement est ouverte aux électeurs.
- ◆ Chaque clé est attribuée aux membres du bureau qui ont, seuls, connaissance du mot de passe associé à la clé qui leur est personnellement attribuée ;
- ◆ Le scellement est effectué par la combinaison d'au moins deux clés de chiffrement, dont celle du président du bureau de vote et celle d'au moins un délégué de liste.

Article 11-3. Système de vote électronique

Le dispositif de vote électronique sera mis en place par un prestataire extérieur, la société Neovote, SAS immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 499510600, dont le siège est situé 47, boulevard de Courcelles, Paris, 75008.

La société Neovote, choisie sur la base d'un cahier des charges respectant les dispositions du décret n°2011-595 du 26 mai 2011, sera chargée d'assurer la conception, la gestion et la maintenance du dispositif de vote électronique.

La mise en œuvre du dispositif du vote électronique demeurera sous le contrôle effectif de l'université de Bordeaux.

Article 11-4. Expertise du système de vote électronique

Le système de vote électronique de la société Neovote donne lieu à une expertise indépendante destinée à vérifier le respect des garanties prévues par le décret n° 2011-595 susvisé ainsi que les objectifs de sécurité décrits dans la délibération CNIL du 25 avril 2019. Cette expertise est confiée à un prestataire, désigné ultérieurement par arrêté du président de l'université de Bordeaux.

Elle couvre l'intégralité du dispositif installé avant le scrutin, les conditions d'utilisation du système de vote durant le scrutin, les conditions d'utilisation des postes dédiés au scrutin ainsi que les étapes postérieures au vote. Le rapport de l'expert est transmis aux délégués des listes déclarées recevables.

Article 11-5. Cellule d'assistance technique

La cellule d'assistance technique assure la surveillance et le bon fonctionnement du système de vote électronique. Elle est composée :

Pour l'université :

- ◆ de deux représentants de la direction des affaires juridiques,
- ◆ du délégué à la protection des données,
- ◆ du directeur de la direction des systèmes d'information,

Pour le prestataire :

- ◆ Représentante de la société Neovote désignée par celle-ci

Article 11-6. Accès au site de vote

Le site de vote à l'attention des électeurs sera accessible 7 jours/7 et 24 heures/24 entre le lundi 20 novembre 2023 (date de transmission de la notice d'information aux électeurs) et jeudi 21 décembre 2023 (si un électeur souhaite s'assurer de la transparence du processus électoral et de la prise en compte de son vote. Il pourra accéder à la plateforme et accéder à l'affichage de la preuve de vote) au moyen de tout terminal usuel connecté à internet (ordinateur, tablette, téléphone notamment).

L'électeur muni de son **identifiant** et de sa **donnée de connexion** aura accès au site de vote. Ce moyen d'authentification permet au serveur de vérifier l'identité de l'électeur et interdit à quiconque de voter de nouveau pour le même scrutin avec le même moyen d'authentification.

Via le site de vote, les électeurs auront accès aux informations relatives aux scrutins les concernant et notamment aux **listes et candidatures et aux professions de foi**.

Pour voter, l'électeur accédera pour chaque scrutin le concernant aux candidatures qui apparaîtront simultanément à l'écran. L'électeur est invité à exprimer son vote. Le vote apparaît clairement à l'écran avant validation et peut être modifié avant validation. Le **vote blanc** est possible.

Chaque électeur ne peut voter que pour une liste de candidats, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats.

Pour exprimer son vote, il sera préalablement invité à retirer son mot de passe personnel généré aléatoirement par le système de vote en indiquant son numéro de téléphone mobile ou fixe. La validation de l'électeur par la saisie de son mot de passe rend définitif le vote et interdit toute modification ou suppression du suffrage exprimé.

Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré par le système et transmis au fichier « contenu de l'urne électronique » où il est ainsi conservé jusqu'au dépouillement.

L'émargement fait l'objet d'un horodatage.

La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception que l'électeur a la possibilité de conserver.

Chaque électeur recevra au plus tard le jeudi **23 novembre 2023** ainsi que le jour du scrutin via son adresse mail institutionnelle une **notice d'information détaillant le déroulement du scrutin et contenant son identifiant**.

Article 11-7. Assistance des électeurs

Un **centre d'appels** est mis en place durant la période du scrutin, disponible 7 jours / 7 et 24 heures / 24 accessible par un **numéro vert** pendant les opérations de vote (le numéro vert sera communiqué aux électeurs via la notice d'information détaillant le déroulement du scrutin).

Il sera chargé de :

- ◆ Répondre aux **difficultés éventuelles de connexion ou d'utilisation du système de vote** ;
- ◆ Rééditer et transmettre de **nouveaux codes** à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leur code, après authentification.

Un support en ligne (formulaire de contact) sera également mis à disposition des électeurs 24 heures / 24 et 7 jours / 7 pour toute demande d'assistance.

Tout électeur qui se trouve dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance peut, pour voter, se faire assister par un électeur de son choix, relevant de l'université.

Article 12. Campagne électorale

La campagne électorale est ouverte à compter de la publication de la présente décision électorale.

Article 12.1. Communication papier

La diffusion de tracts est interdite dans les salles de cours et les amphithéâtres.

Pendant la durée du scrutin, la propagande est autorisée à l'exception des salles où sont installés les bureaux de vote. Les messages de propagande sont définis par les dispositions 6-2 de la charte de l'élu. La diffusion de ces messages peut se faire via les listes de diffusion générales ou plus ciblées sous réserve de leur existence.

L'affichage de documents relatifs à la propagande est autorisé uniquement sur les panneaux d'affichage prévus à cet effet.

Article 12.2. Communication numérique

Le nombre de **messages de propagande par courriers électronique** à destination de la messagerie institutionnelle des personnels et étudiants de l'université et leurs modalités de diffusion sont définis par les dispositions ci-après et s'appliquent à toutes les listes de candidats, qu'elles soient ou non soutenues par une organisation étudiante.

La diffusion de ces messages peut se faire par l'intermédiaire des listes de diffusion générales ou plus ciblées sous réserve de leur existence. L'accès à ces listes de diffusion se fait sur demande des candidats auprès de leur propriétaire.

L'accès aux listes de diffusion de l'université se fait sur demande des candidats auprès de l'administration de la composante de rattachement. Pour procéder à cette inscription, il conviendra d'utiliser son adresse mail institutionnelle.

Les listes candidates peuvent faire une demande d'accès par le délégué de liste, de la liste candidate, qui enverra les messages aux adresses suivantes :

vie.institutionnelle.inspe@u-bordeaux.fr

Les droits de diffusion seront effectifs dans un délai de 48h.

Chaque envoi, quelle que soit la liste de diffusion utilisée, est décompté du nombre de messages pouvant être envoyés pendant la campagne électorale.

Chaque agent et étudiant ne peut recevoir plus de trois messages par mois et par scrutin, aucun envoi n'est autorisé en dehors de la période de campagne. Tout envoi commun à plusieurs des scrutins est décompté du nombre de message autorisé par scrutin.

Le format et la taille des messages électroniques sont soumis aux dispositions techniques applicables au sein de l'établissement.

Les messages électroniques devront contenir des liens hypertextes et pourront, de manière exceptionnelle, contenir des pièces jointes pour un volume maximum total de 500 kilooctets. Les élus et représentants syndicaux sont responsables du contenu des messages électroniques ou papiers qu'ils diffusent auprès des personnels et des étudiants de l'université de Bordeaux.

L'adresse daj-elections@u-bordeaux.fr doit être mise en copie de ces envois. Chaque liste/candidat est responsable du respect du nombre de messages envoyés.

En plus des messages mentionnés ci-avant, chaque liste déclarée recevable pourra demander la **publication de deux messages sur l'espace dédié sur le site internet**, par courrier électronique à l'adresse suivante : vie.institutionnelle.inspe@u-bordeaux.fr .

Le premier message sera mis en ligne le **jeudi 30 novembre 2023**.

Le second message sera mis en ligne le **lundi 4 décembre 2023**.

Les listes candidates peuvent demander la publication des messages sur le site internet de l'université par l'intermédiaire du délégué de liste de la liste candidate, qui enverra les messages à l'adresse mail de sa composante mentionnée plus haut.

Chacun des messages est transmis au plus tard la veille de sa diffusion à 12h00.

Ces messages ne doivent pas être confondus avec les professions de foi.

Article 12.3. Mise à disposition des salles

La mise à disposition de salles de réunions ou l'occupation d'espaces publics pourront être autorisés dans la limite des capacités disponibles, sous réserve du respect des règles du bon fonctionnement du service

public, de sécurité, et des horaires d'ouverture et de fermeture des bâtiments. Les demandes devront être formulées au service affaires générales, finances et communication de l'INSPÉ de l'académie de Bordeaux :

vie.institutionnelle.inspe@u-bordeaux.fr

Article 13. Dépouillement

Le dépouillement sera organisé le **jeudi 07 décembre 2023, 17h30**. Les bureaux de vote contrôlent avant le dépouillement le scellement du système. La présence du président du bureau de vote central ou son représentant et d'au moins deux délégués de liste parmi les détenteurs de clefs est indispensable pour autoriser le dépouillement. Le dépouillement est actionné par les clefs de chiffrement, remises aux membres désignés du bureau au moment de la génération de ces clés.

Article 14. Proclamation des résultats

Le président de l'Université proclame les résultats du scrutin dans les trois jours suivant la fin des opérations électorales. Les résultats du scrutin sont immédiatement affichés sur les sites qui ont accueilli un bureau de vote, et publiés sur le site internet de l'université.

Article 15. Modalités de recours

Les contestations relatives aux opérations électorales doivent être adressées à la commission de contrôle des opérations électorales exerçant les attributions prévues par les articles D719-38 du code de l'éducation.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats et doit statuer dans un délai de quinze jours.

Tout électeur ainsi que le président de l'Université et le recteur ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif de Bordeaux (situé au 9 Rue Tastet - CS 21490 - 33063 Bordeaux Cedex).

Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Le tribunal administratif de Bordeaux (situé au 9 Rue Tastet - CS 21490 - 33063 Bordeaux Cedex) doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle.

Article 16. Publication

Le directeur général des services de l'université de Bordeaux est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publié sur le site internet de l'université sur les pages dédiées aux élections.

Fait à Talence, le 10/10/2023

Dean LEWIS
Président de l'université de Bordeaux



Par délégation
Julien ROPIQUET
Directeur des affaires juridiques